

Union pour un Mouvement Populaire

Convention sociale pour une politique de justice et de responsabilité

16 et 17 mars 2005

Motion de synthèse

I. Le modèle social français, issu des réformes de 1945, peut se targuer de résultats très positifs : recul de la pauvreté, amélioration de la situation des personnes âgées, élévation du niveau de formation, système de santé mondialement reconnu, démographie plus favorable que celle de nos voisins. Pour autant, indépendamment même de son financement, il ne répond plus aujourd'hui aux attentes des Français.

Le taux de chômage oscille depuis trop longtemps autour de 10%, faisant de la perte de son emploi une expérience traumatisante pour le chômeur et sa famille, et de la crainte du chômage un facteur puissant de repli sur soi et d'anxiété face à l'avenir. La sécurité des travailleurs face aux risques de l'existence, objectif numéro un de la création de la sécurité sociale, n'est plus assurée.

La solidarité nationale à l'égard des personnes en difficulté repose, pour plus de 80% des dépenses, sur l'attribution de minima sociaux qui sont impuissants à restaurer la confiance en soi. La société se retranche derrière l'assistance car elle ne sait pas agir pour accompagner les personnes sur le chemin de l'autonomie retrouvée. Depuis 1984, il semble que nous ayons atteint le seuil incompressible de 3 à 4 millions de personnes pauvres.

Quant à la juste récompense du mérite, des efforts et du travail, le fait pour les parents de voir leurs enfants vivre mieux qu'eux, nos compatriotes en doutent de plus en plus.

Sous l'effet de l'augmentation du SMIC, de l'allègement des charges sur les emplois peu qualifiés et de la modération salariale, le nombre de salariés rémunérés au SMIC est passé de 5 à 14% entre 1975 et aujourd'hui, sans considération pour les efforts réels de chacun. Ils ne sont que 5% en moyenne européenne. La faible différence de niveau de vie entre le père de famille qui travaille et celui qui touche le RMI et ses droits associés nourrit un sentiment d'injustice, qui n'a pas pour cible les allocataires de minima sociaux, mais la manière dont le travail est reconnu.

Beaucoup de Français souhaiteraient devenir propriétaires de leur logement.

L'école ne joue plus son rôle d'ascenseur social. Pour s'en sortir, un bon niveau académique est moins utile qu'une bonne connaissance des filières, ce qui favorise les classes supérieures et les enfants d'enseignants.

La politique sociale des 25 dernières années s'est ainsi révélée incapable d'enrayer l'insécurité sociale des uns tout en assistant, impuissante, à la montée du sentiment d'inutilité sociale des autres.

Bien sûr, il est tentant d'invoquer la crise économique hier, la mondialisation aujourd'hui, pour justifier cette situation. Cela ne serait crédible que si d'autres pays, ayant des caractéristiques comparables à la France, faisaient face aux mêmes difficultés. Or, tel n'est pas le cas. Non seulement, pour une dépense sociale équivalant à un tiers du PIB, parmi les plus élevées des pays de l'OCDE, nous avons des résultats (pouvoir d'achat, taux de chômage, taux de pauvreté) moins satisfaisants que ceux de nos partenaires, mais encore certains pays qui étaient dans une situation critique il y a dix ans, sont parvenus à se redresser.

Car la politique économique et sociale de la France butte en réalité depuis 25 ans sur le même sujet : l'emploi.

Or, l'emploi est à l'origine de presque toutes nos difficultés. C'est parce que le chômage est élevé que les salaires n'augmentent pas. C'est parce que perdre son emploi peut conduire à la disqualification sociale que les Français doutent de l'avenir. C'est parce qu'il est difficile de trouver un emploi que les moins favorisés sont exclus du marché du travail. C'est parce que les jeunes ont de plus en plus le sentiment que le mérite ne suffit pas à la réussite professionnelle qu'ils ont de moins en moins envie de s'investir à l'école.

Nous sommes responsables de cette situation. Elle est la conséquence de choix collectifs que nous avons été les seuls à faire et qui se traduisent :

- par un chômage élevé d'abord, en raison d'une réglementation de plus en plus contraignante du marché du travail, qui croit protéger les salariés du licenciement économique (2% des personnes qui perdent leur emploi chaque jour), mais dissuade les entreprises d'embaucher, favorise les contrats précaires, rejette en dehors du marché ceux qui ont le moins d'atouts, freine le mouvement permanent de réallocation des emplois, pourtant nécessaire à la croissance ;

- par une croissance molle ensuite, en raison de la réduction du temps de travail et de la baisse organisée du taux d'emploi des jeunes et des seniors. Or, à productivité du travail constante, travailler moins, c'est produire moins, c'est empêcher la croissance. Il suffit d'un point de croissance en plus ou en moins pour différencier un pays d'un autre : depuis 25 ans, ce point manque à la France. Notre pays est donc dans cette situation paradoxale qu'il ne souffre pas d'abord d'un déficit d'emplois, mais d'un déficit de travail ; que l'emploi est au cœur des difficultés, mais aussi des solutions ;

- par l'impuissance publique enfin du fait de l'absence de réforme des structures ministérielles et administratives, de l'augmentation du nombre des fonctionnaires, à contre courant du développement des technologies et de l'évolution du périmètre étatique, des budgets systématiquement déséquilibrés, de la dérive de la dette, autant de raisons qui ont alourdi le taux des prélèvements obligatoires et pèsent sur la compétitivité des entreprises et le pouvoir d'achat. Quant à notre retard en matière d'expérimentation et d'évaluation des politiques publiques, il est particulièrement préjudiciable dans le domaine social.

II. Ce constat lucide conduit l'Union pour un Mouvement Populaire à proposer **une refondation profonde de notre politique sociale sur trois principes :**

- **réhabiliter le travail ;**
- **construire une politique sociale pour tous ;**
- **passer de la société de l'assistance à celle de la responsabilité.**

L'UMP se félicite des mesures prises par le gouvernement pour aller en ce sens : réforme des retraites, réforme des 35 heures, maîtrise des finances publiques, assurance-maladie, plan de cohésion sociale, projet de loi sur l'école...

Elle propose d'approfondir l'action de quatre manières.

Augmenter le pouvoir d'achat

Refonder la politique sociale, c'est remettre au cœur de notre projet l'emploi et le pouvoir d'achat. La priorité doit être de permettre la création de richesses en libérant l'initiative, en desserrant les contraintes, en réduisant les prélèvements obligatoires, en reformant les structures administratives. Pour les réformes complexes ou difficiles, utilisons l'expérimentation, désormais prévue par la Constitution, et évaluons systématiquement les politiques publiques.

Après de longues années de stagnation du pouvoir d'achat causées par les 35 heures, les salariés demandent que le travail, qui a permis aux entreprises de réaliser d'importants profits en 2004, soit récompensé et les profits équitablement répartis. **Nous demandons que les salariés auxquels une part des profits est redistribuée soient traités fiscalement au moins aussi bien que les actionnaires qui perçoivent des dividendes.** De manière générale, tous les dispositifs qui permettent aux entreprises de faire profiter leurs salariés de leurs résultats dynamisent l'économie et valorisent le travail. Il ne faut pas les affaiblir par des systèmes complexes de comptes bloqués. La France n'a pas un problème d'épargne, mais de consommation.

Ceux qui veulent travailler plus pour gagner plus sont pénalisés par la réticence des employeurs à recourir à des heures supplémentaires ou choisies en raison des cotisations patronales qui pèsent sur elles ou des effets de seuil qu'elles provoquent et qui les rendent trop chères. **Si l'on réduit ces charges, les entreprises proposeront plus d'heures supplémentaires, les salariés verront leur pouvoir d'achat augmenter et la somme totale des cotisations perçues par les régimes de sécurité sociale sera supérieure. C'est une proposition triplement gagnante.**

Le pouvoir d'achat des fonctionnaires ne doit pas dépendre exclusivement de l'évolution du point d'indice. Si des fonctionnaires veulent travailler plus pour gagner plus, pourquoi le leur interdire, alors que les besoins existent ? Osons poser la question de la réduction des effectifs de la fonction publique et **proposons aux fonctionnaires d'être moins nombreux, mais mieux payés.** Les gains de productivité peuvent être partagés moitié-moitié entre l'Etat et les agents publics.

Naturellement, la politique de concurrence doit être poursuivie pour que les prix baissent. **La question des marges arrière doit évoluer profondément.** Il faut

examiner les modalités de calcul de l'indice de l'inflation et **créer un indice du coût de la vie quotidienne.**

Réhabiliter le travail pour dynamiser la croissance

Le droit du travail n'est pas un tabou. Les entreprises veulent plus de sécurité et moins de coûts dans les procédures pour pouvoir s'adapter plus rapidement aux évolutions de l'économie. Les salariés veulent de vraies formations, des indemnités plus élevées, la garantie de retrouver plus vite un emploi.

Ces objectifs ne sont pas contradictoires. **Nous voulons en parler pour renforcer la sécurité des salariés.** Réfléchissons à l'évolution vers un contrat unique dont les garanties se renforceraient au cours du temps afin d'enrayer le travail précaire.

Proposons une réponse aux traumatismes que représentent, dans certains territoires, les fermetures d'entreprise.

Le service public de l'emploi doit permettre à chaque demandeur de retrouver un travail plus rapidement : c'est possible en unifiant les structures qui en sont chargées, en changeant leurs méthodes de travail, en ayant également recours à des organismes spécialisés de placement, rémunérés aux résultats. Parallèlement, les demandeurs d'emploi doivent être incités à rechercher activement un emploi, à se former et à reprendre une activité.

Le développement de nouveaux emplois dans les secteurs des services à la personne ou de la sécurité de proximité, l'ouverture de certains marchés réglementés, l'orientation plus organisée des personnes vers les secteurs en pénurie de main d'œuvre, **la suppression de la contribution Delalande et de la dispense de recherche d'emploi,** et la concentration des allègements de charges sur le travail des seniors **sont de nature à redresser le taux général d'emploi de la population.**

Il faut œuvrer en faveur de l'emploi des jeunes en mettant l'accent sur des formations qualifiantes et la rapidité de leur insertion professionnelle.

La création d'un conseil d'orientation pour l'emploi permettrait, à l'image du conseil d'orientation pour les retraites, de dégager le consensus nécessaire à la mise en œuvre de ces mesures et à l'émergence d'un nouveau dialogue social.

Relancer l'ascenseur social

Pendant longtemps, l'école a été le pivot de l'égalité des chances. Il faut lui donner les moyens de jouer à nouveau son rôle. Première urgence : **redonner du sens à l'école en permettant à tous les élèves de se réapproprier l'intérêt des études pour eux-mêmes et pour leur avenir et en assurant le respect dû aux enseignants. Il faut réaffirmer que la première mission de l'école est la transmission des savoirs.** Permettre ensuite à tous les parents de laisser leurs enfants dans les établissements en fin de journée pour suivre des études encadrées. **Expérimenter une plus grande autonomie des établissements** pour la mise en œuvre de véritables projets pédagogiques. Mobiliser des moyens pour ceux qui ont plus de handicaps que les autres : les élèves en difficulté, mais aussi les élèves qui ont de bons résultats et des origines sociales

modestes pour leur permettre de s'orienter vers des filières d'excellence. C'est nécessaire si l'on veut que l'objectif d'hétérogénéité des classes poursuivi par la carte scolaire concilie l'efficacité et la justice.

La réussite croissante des jeunes issus de l'immigration dans les filières médicales et juridiques, où il n'y a pas de sélection subjective à l'entrée, montre, si besoin était, que ces Français sont victimes de discrimination. Une réponse individuelle à ces injustices est nécessaire. C'est l'objet de la création de la haute autorité de lutte contre les discriminations. Elle n'est toutefois pas suffisante. **Pour ces jeunes, comme pour tous les Français qui ne disposent pas, de fait, des mêmes droits que les autres, il faut mettre en œuvre une politique d'équité républicaine pour que l'égalité formelle se transforme en égalité réelle.** De bons professeurs avec de bonnes rémunérations doivent être affectés en ZEP. L'accompagnement individualisé des élèves doit y être assuré. Des internats de ville peuvent être créés. Pourquoi ne pas approfondir la proposition de créer un droit automatique d'accès aux classes préparatoires et aux IEP pour les bacheliers les plus méritants de chaque établissement scolaire ?

L'immense majorité des femmes souhaitent désormais avoir une activité professionnelle. Les couples où les deux adultes travaillent sont aussi ceux qui sont les mieux armés pour affronter les difficultés de l'existence. **Une politique sociale pour tous, c'est une politique qui répondrait à deux préoccupations qui touchent toutes les femmes : la prise en charge des enfants en bas âge et la conciliation entre la vie personnelle et la vie professionnelle, génératrice de stress, d'insatisfaction, de divisions familiales.**

La hausse du prix de l'immobilier ampute le pouvoir d'achat des Français et constitue un handicap dans l'accès au logement. Le développement de l'offre sur toute la gamme peut seul répondre à la crise. **Il faut permettre à tous les Français d'accéder à la propriété.** Réformer le crédit hypothécaire pour limiter les apports personnels et faciliter le revolving, distinguer le foncier du bâti, développer l'acquisition du parc HLM, avec par exemple un objectif de vendre 1% du parc par an, soit 40 000 logements, sont autant de mesures qui y conduisent. Bien sûr, autant de logements sociaux supplémentaires seraient construits pour maintenir l'offre locative sociale.

Il faut permettre aux étudiants d'obtenir des prêts garantis par un organisme public. Les étudiants qui peuvent avoir une caution parentale n'ont généralement pas besoin de prêts bancaires.

Exonérer d'impôt sur les successions la transmission des patrimoines petits et moyens, qui constituent le fruit du travail de toute une vie, serait une juste récompense pour tous ceux qui cherchent à progresser et à faire progresser leurs enfants. Faciliter la transmission anticipée et liquide des patrimoines, des générations qui ont peu de besoins vers celles qui en ont beaucoup, dynamise l'économie et facilite l'établissement des jeunes familles.

Mieux aider ceux qui sont en difficulté

Repenser les politiques de prévention et de lutte contre l'exclusion peut aider à ramener les personnes en situation précaire vers l'exercice d'une activité professionnelle. **Il faut demander à chaque titulaire d'un minimum social de participer à une activité, dont la nature serait adaptée à sa situation.** Il faut renforcer le caractère incitatif du travail en supprimant les effets de seuils encore trop nombreux et en réformant la

prime pour l'emploi, peu visible et dispersée. Réfléchissons à la politique de protection de l'enfance, qui est une clé pour prévenir les troubles de la vie adulte et la grande exclusion. Une famille monoparentale sur quatre est sans emploi. Il s'agit de femmes dans l'immense majorité des cas. Cumulant tous les handicaps, nombreuses sont celles qui courent le risque de s'installer durablement dans l'assistance. Accroître le revenu de celles qui travaillent et permettre la garde des enfants sont des priorités pour ces femmes. Pour elle, comme pour tous les autres, **un euro tiré du travail n'a pas la même valeur qu'un euro tiré de l'assistance.**

Souvenons-nous que c'est néanmoins l'emploi qui constitue la première réponse à l'exclusion. Par son effet sur l'emploi et les salaires, la politique de réhabilitation du travail et de dynamisation de la croissance permettra de libérer l'espace qui manque actuellement, dans notre économie, pour donner du travail aux publics les plus fragiles.

Car notre objectif, c'est de rendre possible la réussite pour tous.